



# Déclaration d'activité

## Article 10 de la loi fédérale sur les prestations de sécurité fournies à l'étranger (LPSP)

A envoyer par courrier, e-mail ou fax à:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE  
Secrétariat d'Etat  
Division Sécurité internationale (DSI)

### Contrôles à l'exportation et services de sécurité privés

Effingerstrasse 27  
3003 Berne  
Téléphone 058 464 69 88  
Fax 058 464 38 39  
[sts.seps@eda.admin.ch](mailto:sts.seps@eda.admin.ch)

**Nom de la déclarante** :  
**Nombre de pages (annexes  
comprises)** :  
**Date de la déclaration** :  
**Nom du  
mandataire/représentant et  
signature** :  
Dans le cadre d'un mandat,  
veuillez joindre une procuration.

### Enregistrement – cadre réservé à la Section Contrôles à l'exportation et services de sécurité privés

Date de réception :  
N° d'enregistrement de la  
déclaration :

## I. Informations concernant l'activité opérationnelle

### A. Type de prestations envisagées

- a. Prestations de sécurité privées :  
(plusieurs réponses possibles)

- Protection de personnes dans des environnements complexes
- Garde de biens et/ou d'immeubles dans des environnements complexes
- Services d'ordre lors de manifestations
- Contrôle, rétention ou fouille de personnes, fouille de locaux ou de contenants, séquestre d'objets
- Garde, prise en charge et transports de prisonniers, exploitation de prisons, prestations d'assistance dans la gestion de camps de prisonniers de guerre ou d'internement de civils
- Soutien opérationnel ou logistique à des forces armées ou de sécurité
- Exploitation et/ou entretien de systèmes d'armement
- Conseil ou formation du personnel des forces armées ou de sécurité
- Activités de renseignements
- Autres

b. Prestations en rapport avec une prestation de sécurité privée :

- Recrutement de personnel pour des prestations de sécurité privées à l'étranger
- Formation de personnel pour des prestations de sécurité privées à l'étranger
- Mise à disposition directe de personnel en faveur d'une entreprise offrant des prestations de sécurité privées à l'étranger
- Mise à disposition indirecte (placement) de personnel en faveur d'une entreprise offrant des prestations de sécurité privées à l'étranger

c. Description détaillée de la prestation (y compris méthodes et moyens utilisés) :

**B. Prestataire de l'activité opérationnelle**

*A remplir dans le cas où la prestation est fournie par un tiers (filiale ou sous-traitant)*

a. Raison sociale ou nom :

b. Si la réalisation de la prestation est sous-traitée, veuillez fournir les informations suivantes:

Siège social :

But social :

Adresse :

Domaine d'activité :

Adhésion à l'Association du code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoCA) :  Oui  Non  
 Veuillez joindre un justificatif de votre adhésion.

**C. Lieu d'exécution de l'activité opérationnelle** (pays, ville) :

**D. Durée de l'activité à l'étranger: date de début, de fin et, le cas échéant, fréquence de l'activité envisagée :**

E. Nombre de personnes engagées :

F. Eventuels risques particuliers liés à l'exercice de l'activité :

G. Remarques :

**II. Indications sur les personnes assumant des tâches de conduite dans le cadre l'activité déclarée.** Pièces à joindre: attestation de domicile, copie du passeport, extrait du casier judiciaire, extrait du registre des poursuites.

**A. Identité**

Nom :  
Prénom :  
Adresse du domicile :  
Date de naissance :  
Nationalité :  
Fonction :

**B. Description de la formation et formation continue dans le domaine des droits fondamentaux et du droit international humanitaire :**

*Dans le cas où d'autres personnes assument des tâches de conduite dans le cadre de l'activité déclarée, veuillez svp répondre aux mêmes questions en annexe.*

**III. Informations sur le personnel habilité à porter une arme dans le cadre de son activité.** Pièces à joindre: attestation de domicile, copie du passeport, extrait du casier judiciaire, extrait du registre des poursuites.

**A. Identité**

Nom :  
Prénom :  
Adresse du domicile :  
Date de naissance :  
Nationalité :

**B. Description de l'armement du personnel (veuillez joindre une copie des autorisations pertinentes) :**

**C. Description de la formation et formation continue dans le domaine des droits fondamentaux et du droit international humanitaire :**

**D. Description de la formation et formation continue en matière d'usage d'armes et de moyens auxiliaires ainsi qu'en matière d'usage de la contrainte et de mesures policières :**

*Dans le cas où plusieurs personnes sont habilitées à porter des armes, veuillez svp répondre aux mêmes questions en annexe.*

**IV. Informations relatives au mandant ou au destinataire de l'activité envisagée**

**A. Le mandat et/ou le destinataire de la prestation de sécurité envisagée est :**

une personne physique       une personne morale       autre

**B. Le mandant et/ou le destinataire de la prestation de sécurité envisagée est:**

- un Etat étranger ou un de ses organes
- une organisation internationale ou un de ses organes
- un organisme se considérant comme un gouvernement ou comme un organe étatique, ou un de ses organes
- un groupe armé organisé participant à un conflit armé ou une de ses unités
- un haut représentant d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale, un dirigeant ou un haut cadre d'un organisme ou d'un groupe armé organisé tels que visés ci-avant, que celui-ci agisse dans l'exercice de ses fonctions ou en tant que personne privée.

**C. En cas de réponse affirmative à l'une ou plusieurs des propositions sous IV. B., veuillez indiquer l'identité du :**

Mandataire de la prestation       Destinataire de la prestation

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Etat/organisation/entité

Fonction :

*Dans le cas où tant le mandant que le destinataire sont une entité visée à la section IV. B., veuillez svp répondre aux mêmes questions en annexe.*

**V. Annexes (liste non exhaustive de documents à fournir)**

*Par rapport aux personnes assumant des tâches de conduite (II) et au personnel armé (III)*

- Attestation de domicile
- Copie de la pièce d'identité
- Extrait récent du casier judiciaire
- Extrait du registre des poursuites (datant de moins de trois mois)
- Copie des autorisations relatives aux armes à feu et munitions
- Attestation de formation dans les domaines des droits fondamentaux et du droit international humanitaire,

- Attestation de formation en matière d'usage d'armes, de la contrainte et de mesures policières